



NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

Premier trimestre 2025

APERÇU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

Un recul de l'inflation au premier trimestre 2025.

Le premier trimestre 2025 est marqué par une baisse du niveau général des prix à la consommation (-2,8%) en comparaison avec le dernier trimestre de 2024. En rythme annuel, le niveau général des prix à la consommation est en hausse de 2,1%.

Les échanges extérieurs de biens se sont caractérisés par un solde excédentaire et en amélioration par rapport au trimestre précédent en lien avec une importante progression des exportations (+43,2%) et une régression des importations (-9,9%). Par contre, l'or qui est le principal produit d'exportation du pays (86,4% du total des exportations de biens) a vu sa production industrielle régresser de 5,4% en glissement trimestriel et de 2,2% en glissement annuel.

L'exécution des opérations financières de l'Etat, fait ressortir un solde net de gestion excédentaire. Les recettes totales au premier trimestre progressent légèrement de 0,5% en comparaison avec le premier trimestre de 2024 tandis que les dépenses totales baissent de 12,0% sur la même période en rythme annuel. A fin mars 2025, il ressort un besoin de financement de 61,8 milliards de FCFA en amélioration de 103,7 milliards de FCFA comparativement à fin mars 2024.

Au premier trimestre 2025, le PIB réel connaît un recul et s'affiche à -3,1% en rythme trimestriel mais poursuit sa croissance en variation annuelle (+3,8%). Cette contreperformance en rythme trimestriel s'explique essentiellement par le

recul de la valeur ajoutée de l'ensemble des secteurs qui contribuent négativement à la croissance du PIB. La croissance dans le secteur secondaire contribue à la croissance économique de -1,2 point de pourcentage, le tertiaire à -1,1 point de pourcentage et le primaire à -0,1 point.

L'indice de la production industrielle au premier trimestre 2025 enregistre une baisse de 3,4% par rapport au trimestre précédent et une hausse de 4,5% en variation annuelle. Cette baisse en rythme trimestrielle est imputable essentiellement aux industries manufacturières (-17,8%).

1. Environnement international

Une croissance mondiale hétérogène et incertaine

La croissance mondiale devrait s'établir à 2,8 % en 2025 et à 3,0 en 2026, un niveau inférieur à sa moyenne historique (3,7 % sur la période 2000 à 2019). Ces prévisions constituent une révision à la baisse de 0,5 pp pour 2025 et de 0,3 pp pour 2026, par rapport aux projections de la mise à jour des perspectives de l'économie mondiale de janvier 2025. Au niveau mondial, l'inflation globale devrait ralentir à 4,2 % en 2025 puis à 3,5 % en 2026 et elle devrait converger plus rapidement vers sa cible aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement.

Le solde des risques pesant sur la croissance à moyen terme penche vers un scénario défavorable, tandis que les perspectives à court terme se caractérisent par des risques hétérogènes. Aux États-Unis, des facteurs d'amélioration pourraient stimuler à court terme une croissance déjà vigoureuse alors que dans les autres pays, les perspectives risquent plutôt d'être révisées à la baisse dans un contexte de forte incertitude sur le plan des politiques économiques. Les perturbations du processus de désinflation entraînées par l'action des pouvoirs publics pourraient mettre un frein au changement de cap vers un assouplissement de la politique monétaire, ce qui aurait des répercussions pour la viabilité des finances publiques et la stabilité financière. Pour gérer ces risques, les pouvoirs publics doivent s'attacher à équilibrer les arbitrages entre inflation et activité réelle, à reconstituer des marges de manœuvre et à relever les

perspectives de croissance à moyen terme en accélérant les réformes structurelles et en renforçant les règles et la coopération multilatérales.

L'économie mondiale tient bon, même si le degré de résistance varie considérablement d'un pays à l'autre. La croissance du PIB mondial au troisième trimestre de 2024 était inférieure de 0,1 point de pourcentage par rapport aux prévisions des PEM d'octobre 2024, en raison de publications de données économiques décevantes dans certains pays asiatiques et européens. À 4,7 % en glissement annuel, la croissance en Chine est inférieure aux prévisions. La croissance des exportations nettes plus rapide que prévu n'a que partiellement compensé le ralentissement plus prononcé qu'anticipé de la consommation dans un contexte marqué par un marché de l'immobilier qui tarde à se stabiliser et une confiance des consommateurs qui reste en berne. En Inde, le ralentissement de la croissance a été plus net qu'escompté du fait, en premier lieu, de la décélération plus brutale que prévue de l'activité industrielle. La croissance est restée morose dans la zone euro (les résultats de l'Allemagne s'inscrivant en retrait de ceux des autres pays de la zone euro), ce qui s'explique en grande partie par les faiblesses persistantes des exportations de produits manufacturés et de marchandises, malgré le redressement de la consommation dans le sillage de l'amélioration des revenus réels. Au Japon, la production s'est légèrement contractée sous l'effet de perturbations temporaires des approvisionnements. À l'inverse, les États-Unis ont conservé une dynamique vigoureuse. Portée par une consommation forte, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 2,7 % en glissement annuel au troisième trimestre.

Les meilleures performances enregistrées dans les pays avancés en termes de variation annuelle en pourcentage du PIB réel en 2024 ont été réalisées par les États-Unis (2,8%), l'Espagne (3,1%) et le Canada (1,3%). Selon les dernières projections des perspectives de l'économie mondiale en 2025, la croissance s'afficherait à 1,8% aux États-Unis, 2,5% en Espagne et 1,4% au Canada. En 2026, l'Espagne afficherait la meilleure performance économique qui ressortirait à 1,8%. Elle s'établirait à 1,7% aux États-Unis et à 1,6% au Canada. Dans la zone euro, la croissance devrait se redresser, mais à un rythme plus progressif que prévu en

octobre, car les tensions géopolitiques continuent d'affecter le moral des agents économiques. L'activité moins dynamique que prévu à la fin de l'année 2024, dans l'industrie manufacturière en particulier, ainsi que l'accentuation de l'incertitude entourant le paysage politique et l'action des pouvoirs publics, expliquent une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage à 1,0 % pour 2025. En 2026, la croissance devrait s'accroître pour s'établir à 1,4 % grâce à l'augmentation de la demande intérieure sous l'effet de l'assouplissement des conditions de financement, de l'amélioration de la confiance et d'un léger recul de l'incertitude.

Dans les pays émergents et les pays en développement, les taux de croissance en 2025 et 2026 devraient être globalement équivalents à ceux de 2024. La croissance de la Chine pour 2025 a été légèrement revue à la hausse (de 0,1 point de pourcentage) par rapport aux projections d'octobre à 4,6 %. Cette révision s'explique par l'effet de report de 2024 et par l'ensemble des mesures budgétaires annoncées en novembre, qui compensent en grande partie l'incidence négative sur l'investissement et de l'accentuation de l'incertitude entourant les politiques commerciales et du coup de frein du marché immobilier. En 2026, la croissance devrait globalement rester stable à 4,5 % car les effets de l'incertitude entourant les politiques commerciales devraient se dissiper et le recul de l'âge du départ à la retraite devrait ralentir le déclin de l'offre de main-d'œuvre. En Inde, la croissance devrait rester vigoureuse à 6,5 % en 2025 et 2026, comme prévu en octobre et conformément à son potentiel.

L'Afrique subsaharienne devrait également connaître une accélération de la croissance du PIB, qui, d'après les estimations, devrait passer de 3,8 % en 2024 à 4,2 % en 2025 et 2026.

Maintien de la croissance de l'activité économique et des tendances inflationnistes en Afrique subsaharienne

En Afrique subsaharienne, la croissance économique se serait maintenue en 2024, au même niveau que l'année précédente, soit à 3,6%, avant d'accroître à 4,2% en 2025, à mesure que les effets négatifs des chocs météorologiques antérieurs s'atténuent et que les contraintes

d'approvisionnement se relâchent. Par rapport aux prévisions d'avril, les prévisions régionales sont révisées à la baisse de 0,2 point de pourcentage pour 2024 et à la hausse de 0,1 point de pourcentage pour 2025. En effet, la région connaît plusieurs conflits qui inhibent les perspectives d'investissement et de croissance, en plus des contraintes de financement liées aux politiques monétaires en vigueur dans les pays avancés. Outre le conflit en cours au Sud Soudan, qui a entraîné une contraction de 26% de l'économie du pays, l'économie nigériane ne s'est pas totalement remise sur une dynamique favorable pour booster, comme par le passé, la croissance subsaharienne. En effet, l'activité économique au Nigéria se serait maintenue à 2,9% en 2024, soit une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril 2024, avant d'atteindre 3,2% en 2025.

Au niveau mondial, l'inflation aurait continué à baisser, passant d'une moyenne de 6,7% en 2023 à 5,8% en 2024 et 4,3% en 2025. Toutefois, il y aurait plusieurs risques en face pour déstabiliser la tendance baissière du niveau général des prix. En outre, la désinflation devrait être plus rapide dans les économies avancées, avec une baisse de 2 points de pourcentage (pp) de 2023 à 2024 et une stabilisation à environ 2% en 2025. Dans les marchés émergents et les économies en développement, le rythme de la baisse de l'inflation serait moins important et l'inflation aurait diminué à 8,1% en 2023 et 7,9% en 2024, puis devrait baisser à un rythme plus rapide en 2025 pour atteindre 5,9%.

En Afrique subsaharienne, l'inflation a également ralenti, du fait du resserrement de la politique monétaire dans plusieurs pays. En effet, le taux médian d'inflation de la région serait passé de 7,0% en 2023 à 4,7% en 2024 et devrait s'établir 4,5% en 2025. Cependant, l'inflation reste à deux chiffres dans près d'un tiers des pays, dont l'Angola, l'Éthiopie et le Nigéria. Elle est, ainsi, supérieure à la fourchette cible dans presque la moitié de la région, en particulier dans les pays dont la politique monétaire n'est pas ancrée par un taux de change fixe. En outre, le niveau des prix semblerait plus conséquent dans les pays exportateurs de pétrole où l'inflation serait même en hausse par rapport à 2023, passant de 19,7% à 27,3%, avant de baisser légèrement en 2025 pour se situer à 21,0%.

Regain d'activité et maîtrise de l'inflation dans la zone UEMOA en 2024

Au niveau de l'UEMOA, la croissance économique, initialement projetée à 7,0% en 2024, ressortirait à 6,2%, contre 5,3% en 2023, à la faveur de la mise en production de ressources d'hydrocarbures au Sénégal et au Niger et d'une bonne tenue de l'activité économique en Côte d'Ivoire. La croissance devrait rester dynamique dans les huit (08) pays de l'Union. Toutefois, la situation sécuritaire de la sous-région continue de peser globalement sur l'activité économique.

L'inflation au sein de l'Union continue de reculer et devrait atteindre sa cible dès 2025. En effet, elle se situerait à 3,2% en 2024, contre 3,8% en 2023 et devrait se situer à un niveau plus bas (2,5%) en 2025 en dessous de la norme de 3%.

Evolution du taux de change de certaines devises par rapport au FCFA

Le dollar US et le franc suisse se sont dépréciés par rapport au franc CFA à fin mars 2025 avec des taux respectifs de 3,3% et 2,3% comparativement à leur niveau en fin décembre 2024. Le cedi ghanéen s'est échangé à la fin du premier trimestre 2025 à 39,1 FCFA soit une baisse de 7,8% par rapport à fin décembre 2024. Le rand sud-africain s'est échangé à 33,2 franc CFA en fin mars 2025 soit une baisse de 3,4% par rapport à fin décembre 2024.

Comparativement à fin mars 2024, le franc suisse, le dollar US et le rand se sont appréciés respectivement de 1,1%, 0,5% et 3,7% en fin mars 2025. Le cedi ghanéen a quant à lui connu une baisse de 16,1%.

Evolution des cours mondiaux de certaines matières premières.

- *Le cours du baril de pétrole*

Le cours mondial du baril de pétrole (average) est en baisse à fin mars 2025 ; il est ressorti à 70,7\$ US le baril contre 72,3\$ US à fin décembre 2024, soit une baisse de 2,2% en un trimestre. Comparé à son niveau de mars 2024, le cours mondial du baril de pétrole est en baisse de 15,4%.

Le Brent quant à lui, est ressorti à 72,6\$ US le baril en mars 2025 contre 73,8\$ US à fin décembre 2024 soit une baisse de 1,7%. Comparé à son niveau de mars 2024, il enregistre une baisse de 15,1%.

- *Le cours mondial de l'or*

En mars 2025, le cours de l'or enregistre une hausse de 12,7% par rapport à décembre 2024. En effet, le cours de l'or s'est affiché en moyenne, à 2983,3 \$ US l'once en mars 2025 contre 2 648,0 \$ US l'once en décembre 2024. Comparativement à fin mars 2024, le cours de l'or a enregistré une hausse de 38,2%.

Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 63 807 FCFA le gramme en mars 2025, en hausse de 8,9% par rapport à décembre 2024 (58 572 FCFA) et en hausse de 38,9% en une année (45 926 FCFA en mars 2024).

- *Le cours mondial du coton*

Le cours du coton sur les marchés mondiaux connaît une baisse de 2,8% en un trimestre en passant de 1 762,4\$ US la tonne en décembre 2024 à 1712,5\$ US en mars 2025. Par rapport à fin mars 2024, il décroît de 22,1%. Converti en francs CFA, la fibre de coton vaut 1038,1 FCFA le kilogramme en mars 2025 contre 1 104,8 FCFA le kilogramme en décembre 2024, soit une baisse de 6,0%. Par rapport à mars 2024, le cours du coton connaît une baisse de 21,7%.

2. ECONOMIE NATIONALE

Le PIB réel progresse de 3,8% au premier trimestre 2025 en rythme annuel

Au premier trimestre 2025, le PIB réel croît de 3,8% en glissement annuel. Ce rythme de croissance est porté positivement par les secteurs primaire (+6,8%), tertiaire (+3,4%) et secondaire (+2,5%). Les impôts et taxes ayant augmenté de 2,4%.

La hausse de 6,8% enregistrée dans le secteur primaire est portée essentiellement par le secteur agricole qui a progressé de 7,9%. Au niveau du secteur tertiaire, la croissance de 3,4% est liée à une bonne tenue de l'activité dans les secteurs de l'information et communication (+13,8%), du commerce et réparation (+4,6%), des services d'administration public (+2,9%) et les services de transport et entreposage (+2,4%). Quant au secteur secondaire, la hausse de l'activité de 2,5% en rythme annuel s'explique par la croissance de l'activité dans les industries manufacturières (+3,9%) et les industries extractives (+2,9%).

Le secteur tertiaire reste le moteur de la croissance avec une contribution de 1,5 point de croissance devant le secteur primaire avec 1,4 point de croissance et le secteur secondaire avec +0,7 point de croissance.

L'activité économique connaît une régression en rythme trimestriel et s'affiche à -3,1%. Cette contreperformance s'explique essentiellement par un recul de la valeur ajoutée de la quasi-totalité des secteurs d'activités. En effet la valeur ajoutée du secteur primaire baisse de 0,7% imputable à l'agriculture hors égrenage de coton (-1,2%) et à l'élevage (-0,9%). Le recul de la valeur ajoutée dans le secteur secondaire (-4,5%) est en lien avec la contreperformance observée dans les travaux de construction (-28,5%) et les activités extractives (-3,6%). Néanmoins, cette baisse est atténuée par la hausse des activités manufacturières (+2,4%). Quant au secteur tertiaire, elle enregistre une baisse de 2,7% attribuable principalement au recul des services des activités professionnelles, scientifiques, techniques, services de soutiens et de bureau (-37,8%), des services financiers et assurances (-3,0%), du transport et entreposage (-15,8%) et du commerce et réparation (-6,9%).

2.i. LA PRODUCTION AGRICOLE

La production céréalière croit fortement en 2024

Selon le bilan céréalière prévisionnel, la production céréalière brute est estimée à 5 960 741 tonnes. Cette production est en hausse respectivement de 23,3% et de 20,8% par rapport à la campagne agricole précédente et à la moyenne des cinq dernières années. De façon spécifique, Le bilan céréalière prévisionnel 2024 / 2025 fait ressortir que :

La production du mil local est ressortie à 917 014 tonnes, soit une hausse de 5,2% par rapport à la campagne passée et 7,1% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes agricoles ;

La production du maïs s'est affichée à 2 200 559 tonnes, soit une hausse respective de 7,1% et 12,7% par rapport à l'année précédente et à la moyenne quinquennale.

La culture du blé, soutenue dans le cadre de la souveraineté alimentaire nationale enregistre une production de 4 117 tonnes.

La production du sorgho blanc est estimée à 1 734 954 tonnes, soit une hausse de 67,9% par rapport à la campagne agricole passée. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, cette production est en hausse de 46,0% ;

La production du sorgho rouge est estimée à 482 645 tonnes, soit une hausse de 16,9% par rapport à la campagne agricole passée. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, cette production est en hausse de 7,7% ;

La production du riz est ressortie à 606 040 tonnes, correspondant à une hausse de 36,3% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2023-2024 et à une hausse de 26,7% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes ;

Le fonio enregistre une production de 15 412 tonnes, en baisse de 9,6% par rapport à la production définitive de la campagne agricole précédente et une hausse de 25,2% par rapport à la moyenne quinquennale.

La production définitive des cultures de rente hors coton est ressortie à 1 283 537 tonnes et la production totale des cultures de rente ressortirait à 1 973 223 tonnes et est en hausse respectivement de 21,6% par rapport à la campagne passée et de 9,0% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

2.ii. Industries et mines

« Baisse trimestrielle de la production industrielle au premier trimestre 2025 »

La production industrielle a enregistré une baisse de 3,4% par rapport au trimestre précédent, imputable essentiellement aux industries manufacturières (-17,8%). Cette baisse est atténuée par la hausse de la production des industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau (+11,1%), des industries extractives (+2,2%) et une reprise dynamique des activités d'égrenage du coton

Le recul des activités manufacturières est imputable principalement à la fabrication de produits alimentaires (-42,7%), le travail du caoutchouc et du plastique (-77,9%) et la fabrication du papier et du carton (-65,7%). La branche des industries manufacturières est aussi marquée par un regain de croissance de sous-branches telles que la fabrication de textiles (+34,1%), la fabrication de produits à base de tabac (+21,2%) et la fabrication de meubles et matelas

(+62,8%). La production et distribution d'électricité et gaz connaît une hausse trimestrielle de 19,4%.

En glissement annuel, la production industrielle est en hausse de 4,5% au premier trimestre 2025. Cette hausse est soutenue essentiellement par une croissance des activités des industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau (+16,5%) et des industries manufacturières (+29,7%).

2.iii. Eau et transports

La consommation totale d'eau potable en hausse au premier trimestre

A fin mars 2025, le nombre d'abonnés actifs de l'ONEA et les bornes fontaines s'élève à 546 658 soit une augmentation de 0,9% par rapport à fin décembre 2024. La consommation totale d'eau potable de mars 2025 est en hausse en un trimestre de 9,1% avec les « Ménages » (+11,6%), les « Grandes maisons et industrie » (+18,1%) et l'« ONEA » (+33,1%), les trois secteurs ayant connu les plus grandes variations.

Hausse du trafic aérien de passagers en décembre 2024

Le nombre total de passagers (débarqués et embarqués) en décembre 2024 affiche une hausse de 28,5% par rapport à septembre 2024. Cette croissance du nombre de passagers est due aux départs et aux arrivées qui sont en hausse respective de 2,5% et 53,5% en un trimestre.

En glissement annuel, le nombre total de passagers est en hausse de 36,4% en passant de 130 510 passagers en décembre 2023 à 177 982 en décembre 2024. Le nombre de passagers en transit passe de 30 534 à 46 676 soit une hausse de 52,9%.

2.iv. Commerce extérieur

Balance commerciale excédentaire au premier trimestre 2025

Les exportations de biens en valeur ont connu une hausse de 43,2% (+411,4 milliards de FCFA) au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Cette hausse trimestrielle est imputable principalement à l'or, premier produit d'exportation, dont le cours mondial a connu une hausse de 12,7%. En glissement annuel, les exportations sont passées de 838,2 milliards

à 1363,0 milliards de FCFA, soit une hausse de 62,6% due à une hausse du dollar Us par rapport au Franc CFA (+0,5%) et une montée de 38,2% du cours mondial de l'or.

Quant aux importations, elles sont estimées à 958,0 milliards de FCFA au premier trimestre 2025 contre 1063,0 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une baisse de 9,9%. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, les importations ont augmenté de 4,3% (+39,4 milliards de FCFA).

Le taux de couverture se situe à 142,3% avec une progression de 58,9 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2024. En glissement annuel, le taux de couverture a connu une croissance de 55,9 points de pourcentage. L'excédent commercial au premier trimestre 2025 est de 405,0 milliards de FCFA après un déficit de 111,3 milliards au quatrième trimestre 2024. Comparativement au premier trimestre 2024 dont le déficit commercial a été de 80,5 milliards de FCFA, l'excédent commercial du premier trimestre 2025 fait ressortir une amélioration de 485,5 milliards de FCFA.

2.v. Prix à la consommation

Bonne maîtrise de l'inflation au premier trimestre

Au premier trimestre 2025, le niveau général des prix à la consommation baisse de 2,8% en glissement trimestriel et progresse de 2,1% en glissement annuel.

La baisse trimestrielle est soutenue principalement par les "produits alimentaires et boissons alcoolisées" (-3,0%) et le "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-1,1%). Cette baisse est atténuée par la hausse des prix des "boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (+5,9%).

Quant à l'inflation de 2,1% constatée en glissement annuel, elle est expliquée essentiellement par la hausse des prix au niveau des divisions de consommation "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+6,9%), "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+11,5%), "restaurants et services d'hébergement" (+1,4%) et "soins personnels, protection sociale et biens divers" (1,3%).

A fin mars 2025, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 3,9%. L'indice global affiche une hausse annuelle de 2,1%. Cette hausse annuelle masque en réalité des mouvements contraires entre différents divisions de consommation certains connaissant des pressions inflationnistes importantes tandis que d'autres affichent une stabilité remarquable voire une déflation.

2.vi. Finances publiques

Amélioration du solde net de gestion budgétaire à fin mars 2025

Au premier trimestre 2025, la mobilisation des ressources budgétaires fait ressortir un taux d'exécution annuel de 20,8%. En effet, les recettes s'élèvent à 675,0 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 3 251,0 milliards de FCFA. Les recettes fiscales (604,9 milliards de FCFA) représentent 89,6% du total. Elles sont dominées par les impôts sur les biens/services (319,3 milliards de FCFA) et les impôts sur le commerce extérieur (92,3 milliards de FCFA). Les dons (33,8 milliards de FCFA) et autres recettes (36,3 milliards de FCFA) progressent faiblement.

Pour les dépenses totales, elles ont été exécutées à hauteur de 736,8 milliards de FCFA au premier trimestre 2025 pour une prévision annuelle de 3 706,5 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 19,9%.

Comparativement au premier trimestre 2024, les ressources mobilisées ont progressé de 3,7 milliards de FCFA (+0,5%). Cette hausse est la résultante d'une augmentation des recettes fiscales de 38,6 milliards de FCFA (+6,8%), une baisse des dons extérieurs de 7,9 milliards de FCFA (-12,3%) et des autres recettes de 27,1 milliards de FCFA (-42,7%).

Les dépenses sont en baisse de 100,1 milliards de FCFA (-12,0%) comparées au premier trimestre 2024. Cette baisse est la résultante de la régression des charges de 9,8 milliards de FCFA (-1,8%) et des acquisitions nettes d'actifs non financiers de 90,3 milliards de FCFA (-31,5%).

Le solde net de gestion est ressorti positif au premier trimestre 2025 et s'est affiché à 134,6 milliards de FCFA traduisant une couverture de l'ensemble des charges par les recettes. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, le solde net de gestion est en amélioration de 13,5 milliards de FCFA. A fin mars 2025, il ressort un besoin de financement de 61,8 milliards de FCFA en amélioration de 103,7 milliards de FCFA comparativement à fin mars 2024.

2.vii. Situation monétaire

Afflux des actifs extérieurs nets et régression des créances intérieures au premier trimestre

Au premier trimestre 2025, l'évolution des agrégats monétaires fait ressortir une hausse trimestrielle des actifs extérieurs nets de 270,6 milliards de FCFA

(+13,0%). Cet afflux est imputable aux actifs extérieurs nets de la banque centrale qui ont progressé de 302,1 milliards de FCFA et une régression de ceux des banques en baisse de 31,5 milliards de FCFA. Sur un an, les actifs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 470,0 milliards de FCFA (+25,1%). Les créances intérieures ont connu une baisse trimestrielle de 82,1 milliards de FCFA (1,7%). Cette baisse est la résultante d'un reflux des créances nettes sur les autres secteurs de 166,8 milliards de FCFA (-3,9%) et un afflux des créances sur l'Administration Centrale de 18,9 milliards de FCFA (+13,3%).

Par rapport au premier trimestre 2024, les créances intérieures ont régressé de 54,3 milliards de FCFA (-1,1%).

La masse monétaire (M2) au premier trimestre 2025 est ressortie à 6151,3 milliards de FCFA, en hausse de 189,1 milliards de FCFA (+3,2%) comparée au quatrième trimestre 2024. Par rapport au premier trimestre 2024, la masse monétaire a progressé de 350,4 milliards de FCFA (+6,1%).

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

Directeur Général : **Toubou RIPAMA**

Directeur Général Adjoint : **Bernard BERE**

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques : **Barbi KABORE**

Chef de Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture : **Issaka NIANGAO**

Responsable de la publication : **Germain GOUBA**

Distribution : **Direction de l'Informatique et du Management de l'Information Statistique**

Pour toute information, s'adresser au Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture

Tél : (226) 25 4985 00 Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374

Ouagadougou 01, BURKINA FASO ; Site Web: www.insd.bf;

Email: insd@insd.bf